

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT DU 10 JANVIER 2008
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(LANGUEDOC-ROUSSILLON)

NOR : *ASET0850460M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération régionale du bâtiment Languedoc-Roussillon ;
La CAPEB Languedoc-Roussillon,

D'une part, et

La CFDT ;
La CGT-FO ;

La CGT ;
La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Languedoc-Roussillon.

Article 2

Pour la région Languedoc-Roussillon, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII.18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 A (0 à 5 km)	8,00	1,00	0,73
1 B (5 à 10 km)	8,00	1,96	1,47
2 (10 à 20 km)	8,00	3,63	2,45
3 (20 à 30 km)	8,00	5,84	3,42
4 (30 à 40 km)	8,00	8,13	4,40
5 (40 à 50 km)	8,00	10,35	5,38

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements et de repas entrera en application à compter du 1^{er} mars 2008.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Hérault et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Montpellier.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Montpellier, le 10 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)